6 février 1984

Loi sur les avocats (LA)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I. De la représentation en justice par des avocats

Article premier

Notion

¹ Est représentant en justice quiconque représente ou assiste une partie devant les tribunaux ou une autorité de justice administrative.

² La préparation à titre professionnel de procédures judiciaires pour un mandant est assimilée à une représentation en justice.

Art. 2

Exclusivité

¹ Le droit de représenter des tiers devant les tribunaux civils et pénaux de même que devant les autorités de justice administrative revient au titulaire d'un brevet d'avocat bernois ou d'une autorisation de pratiquer le barreau dans le canton de Berne.

² Demeurent réservées les prescriptions particulières de lois ou décrets autorisant d'autres personnes à représenter en justice.

II. De l'avocat

Art. 3 [Teneur du 29. 6. 1999]

1. Brevet d'avocat

1.1 Octroi du brevet

La Cour suprême octroie le brevet d'avocat à toute personne qui jouit de l'exercice des droits civils, a une bonne réputation, a passé avec succès l'examen bernois d'avocat et est assermentée.

Art. 4

1.2 Examens d'avocat

¹ Le Conseil-exécutif édicte un règlement sur les examens d'avocat [Abrogé; actuellement O du 19. 10. 1994 sur l'examen d'avocat; RSB 168.221. 1]. Il consulte à cet effet la Cour suprême, le Tribunal administratif [Teneur du 17. 9. 1992], l'Université et l'Association des avocats bernois.

² Le règlement d'examen fixe la composition de la commission d'examen et la nomination de ses membres, et règle la matière et l'organisation de l'examen ainsi que les émoluments.

Art. 5

1.3 Assermentation

¹ Lors de la remise du brevet, l'avocat prête devant la Cour suprême le serment suivant: «Je jure d'observer la Constitution et les lois constitutionnelles de l'Etat, de défendre consciencieusement les intérêts qui me sont confiés et de coopérer loyalement à l'administration de la justice, aussi vrai que Dieu m'assiste.»

² Au lieu du serment, il pourra faire la promesse solennelle suivante: «Je promets sur mon honneur et ma conscience d'observer la Constitution et les lois constitutionnelles de l'Etat, de défendre consciencieusement les intérêts qui me sont confiés et de coopérer loyalement à l'administration de la justice.»

Art. 6

2. Candidat au barreau

¹ Un candidat au barreau peut être autorisé à représenter une partie en justice par l'avocat chez lequel il accomplit le stage pratique exigé pour l'examen d'avocat.

² Pour les représentations d'office, le juge doit donner son accord.

³ Les actes de procédures du candidat sont assimilés à ceux de l'avocat ayant donné son autorisation.

⁴ L'autorisation est donnée par écrit pour chaque audience; elle habilite le candidat à représenter ou à assister la partie intéressée et à exercer un moyen de recours à l'audience. Elle n'autorise toutefois pas le candidat à signer des mémoires ou à déposer un recours écrit.

⁵ Si le juge estime la présence de l'avocat nécessaire, il peut l'exiger.

⁶ Si le candidat contrevient à ses devoirs professionnels, la Chambre des avocats peut lui retirer le droit de représenter des tiers en justice.

Art. 7

3. Autorisation de pratiquer le barreau

¹ L'autorisation de pratiquer le barreau est délivrée à toute personne jouissant d'une bonne réputation et de l'exercice des droits civils, qui atteste de ses aptitudes professionnelles par un certificat de capacité établi par un autre canton, et qui n'a pas encouru dans son activité antérieure d'avocat de sanctions disciplinaires graves ou répétées. Les mesures disciplinaires qui remontent à plus de dix ans ne sont pas prises en considération. *[Teneur du 29. 6. 1999]*

² Sur demande, le requérant produira un certificat de l'autorité de surveillance dont il dépendait.

³ La Cour suprême délivre une autorisation générale et le président de la Cour suprême une autorisation limitée à une procédure particulière.

⁴ Le titulaire d'une autorisation de pratiquer le barreau a les mêmes droits et devoirs que l'avocat bernois, sous réserve de dispositions contraires de la loi.

III. Des devoirs de l'avocat

Art. 8

Dignité du comportement

¹ L'avocat se montrera digne de la considération et de la confiance qu'exige sa profession.

² Il observe les règles du barreau et de la collégialité généralement reconnues.

Art. 9

Indépendance

¹ L'avocat exerce sa profession en toute indépendance, sous son propre nom et sous sa propre responsabilité. Il peut constituer un rapport de collaboration avec d'autres avocats.

² L'avocat peut tenir une étude commune avec d'autres avocats ou des personnes exerçant une autre profession. *[Teneur du 26. 11. 1997]*

³ Il lui est interdit d'accepter et d'exécuter un mandat lorsqu'il se trouve avec des tiers dans un rapport juridique qui entrave son indépendance, ou lorsqu'il entre dans un tel rapport après l'acceptation du mandat.

Art. 10

Loyauté et discrétion

¹ L'avocat doit loyauté et discrétion à son mandant.

² Ses employés sont également tenus par le secret professionnel; il doit les y rendre attentifs.

³ Il doit être en mesure de restituer en tout temps les valeurs qui lui sont confiées.

⁴ Le droit de compensation et de rétention est réservé.

Art. 11

Conscience professionnelle

¹ L'avocat défend les intérêts de son mandant en n'usant que des moyens prévus par la loi, et exerce au

plus près de sa conscience le mandat qui lui est confié.

² Il dissuadera son mandant d'engager des procès manifestement dépourvus de chances de succès et l'incitera à liquider les litiges à l'amiable.

Art. 12

Représentation d'office

¹ L'avocat est tenu d'accepter les défenses d'office ou les représentations dans les procédures pour lesquelles l'assistance judiciaire est accordée.

² Il est dispensé de cette obligation s'il fait valoir des motifs plausibles. La décision appartient au juge qui désigne l'avocat d'office.

³ L'avocat remplit ce mandat au plus près de sa conscience comme n'importe quel autre mandat.

Art. 13

Défense de représenter des intérêts contraires

L'avocat doit refuser un mandat lorsqu'il a déjà conseillé un autre mandant ayant des intérêts contraires dans la même affaire ou lorsqu'il pourrait porter préjudice aux intérêts qui lui ont été confiés par un tiers.

Art. 14

Interdiction de faire de la publicité excessive

¹ Toute publicité excessive est interdite à l'avocat.

² Il ne doit ni promettre, ni verser, ni accepter de rétribution quelle qu'elle soit pour les transmissions de mandats.

³ Il évitera de rechercher toute sensation pouvant lui profiter.

Art. 15

Conservation des dossiers

L'avocat doit conserver les dossiers pendant dix ans.

IV. Des honoraires de l'avocat

Art. 16

Tarif

¹ Le Grand Conseil fixe par voie de décret les honoraires de l'avocat [RSB 168.81] pour les litiges juridiques.

² Pour les travaux effectués par un avocat dans les affaires non contentieuses, l'Association des avocats bernois établira un tarif conventionnel qui s'inspirera des règles d'estimation du décret et sera soumis à l'approbation de la Chambre des avocats.

Art. 17

Stipulations d'honoraires et cession interdites

¹ Il est interdit à l'avocat de conclure des conventions lui accordant tout ou partie du montant obtenu par le procès à titre d'honoraires ou de prendre à sa charge les frais du procès en cas d'issue défavorable.

² L'avocat ne peut ni se faire céder, ni recevoir en gage des créances litigieuses.

V. De la surveillance

1. La chambre des avocats

Art. 18

Compétence

¹ La Chambre des avocats

- exerce la surveillance disciplinaire sur les avocats pratiquant le barreau;
- statue sur les requêtes concernant l'établissement des notes d'honoraires;

- se prononce sur les demandes en libération du secret professionnel;
- décide du retrait et de la restitution du brevet d'avocat et de l'autorisation d'exercer.

² Elle se prononce sur les projets de lois qui touchent la profession d'avocat.

Art. 19

Composition

¹ La Chambre des avocats se compose du président, de huit membres et huit suppléants.

² La présidence est exercée par le président de la Cour suprême ou un autre juge d'appel désigné par la Cour suprême.

³ Quatre membres sont des juges, quatre membres des avocats pratiquant le barreau établis dans le canton de Berne. Un juge et un avocat doivent être de langue maternelle française. Il en va de même pour les suppléants. *[Teneur du 29. 6. 1999]*

⁴ Le secrétariat est assuré par le greffier ou un greffier de chambre de la Cour suprême. Ses tâches sont définies dans un règlement.

Art. 20

¹ L'autorité électorale est la Cour suprême.

² La Cour suprême élit les membres et suppléants qui sont des avocats pratiquant le barreau sur double proposition de l'Association des avocats bernois.

Art. 21

Durée de fonction

¹ La période de fonction est de quatre ans, une seule réélection étant possible.

² Les élections complémentaires sont faites pour le reste de la période de fonction.

Art. 22

... *[Abrogé le 29. 6. 1999]*

Art. 23

Quorum

¹ La Chambre des avocats peut délibérer et statuer valablement lorsque, outre le président, six membres au moins sont présents, avocats et juges étant en nombre égal.

² Au besoin, le président désigne celui des membres qui doit se retirer.

Art. 24

Délibération et jugement

¹ La Chambre des avocats délibère en l'absence des parties et rend ses jugements à la majorité des voix des membres présents.

² Les jugements peuvent être rendus par voie circulatoire, à moins qu'un membre de la Chambre ne demande que la cause fasse l'objet d'une délibération en séance.

³ Le président ne vote pas, il départage en cas d'égalité de voix.

Art. 25

Frais

¹ La Chambre des avocats statue sur les frais judiciaires dans son jugement.

² Le Conseil-exécutif fixe les émoluments de la Chambre des avocats dans une ordonnance. *[Teneur du 24. 3. 1994]*

³ En règle générale, les frais *[Teneur du 24. 3. 1994]* sont supportés par la partie qui succombe. Ils peuvent toutefois être mis à la charge des deux parties lorsqu'un tel mode de répartition est justifié. En cas de procédure d'office, ils peuvent être mis à la charge de l'Etat.

⁴ En règle générale, la partie qui succombe supporte les dépens de la partie adverse.

⁵ Les décisions relatives aux frais sont exécutoires au même titre que les jugements.

Art. 26

Notification

Les décisions de la Chambre des avocats seront dûment motivées par écrit, et notifiées aux parties par acte judiciaire.

Art. 26a [Introduit le 29. 6. 1999]

Recours devant le Tribunal administratif

¹ L'avocat peut recourir contre la décision de la Chambre des avocats auprès du Tribunal administratif dans les cas suivants:

- a retrait du brevet d'avocat ou de l'autorisation de pratiquer le barreau et refus de les restituer,
- b suspension dans l'exercice de la profession ou condamnation à une amende d'au moins 1000 francs,
- c fixation des honoraires.

² Le mandant peut lui aussi recourir auprès du Tribunal administratif contre la décision de la Chambre des avocats relative à la fixation des honoraires.

³ Dans les autres cas, la Chambre des avocats décide en dernier ressort.

⁴ Les motifs pouvant être invoqués lors du recours devant le Tribunal administratif sont

- a la constatation inexacte ou incomplète des faits,
- b d'autres violations du droit, y compris celles commises dans l'exercice du pouvoir d'appréciation.

Art. 27

Secret de fonction

Le président, les membres et le secrétaire sont tenus de garder le secret sur l'objet et le déroulement de la procédure.

Art. 28

Dossiers

¹ Le tiers qui demande à consulter un dossier doit justifier d'un intérêt légitime.

² Le président de la Chambre des avocats donne à la personne mise en cause dans le dossier la possibilité de se prononcer sur la demande.

³ Cette décision peut être déférée à la Chambre des avocats dans les dix jours à compter de la notification.

Art. 28a [Introduit le 29. 6. 1999]

Droit applicable

Sauf dispositions contraires de la présente loi, la loi sur la procédure et la juridiction administratives [RSB 155.21] est applicable à la procédure devant la Chambre des avocats.

2. Surveillance disciplinaire

Art. 29

Etendue de la surveillance

Sont soumis à la surveillance de la Chambre des avocats, dans l'exercice de leur profession:

- a les avocats pratiquant le barreau dans le canton de Berne;
- b les avocats d'autres cantons pratiquant le barreau pour l'activité qu'ils exercent dans le canton de Berne, à moins qu'ils ne soient soumis à la surveillance des autorités d'un autre canton.

Art. 30

Dénonciation et plainte

¹ Les tribunaux, les autorités d'instruction pénale et les autorités administratives sont tenus d'annoncer à

la Chambre des avocats les violations des obligations professionnelles dont ils ont connaissance, commises par un avocat. La Chambre des avocats peut également engager la procédure d'office.

² Celui qui s'estime lésé par le comportement d'un avocat peut déposer plainte. Il n'est partie à la procédure que s'il déclare expressément vouloir exercer des droits de partie.

³ Seul l'avocat qui s'estime lésé par la violation des règles de collégialité a qualité pour porter plainte.

Art. 31

Ouverture de la procédure disciplinaire

¹ Le président de la Chambre des avocats invite l'avocat mis en cause à se prononcer sur les griefs de la plainte, et ouvre la procédure disciplinaire.

² S'il considère la dénonciation ou la plainte manifestement mal fondée, il peut, avec l'accord de deux membres de la Chambre, renoncer à ouvrir la procédure. La décision sera notifiée au dénonciateur ou au plaignant et à l'avocat en cause.

³ En cas d'arrangement à l'amiable dans les cas de plainte pour violation des règles de la collégialité, aucune suite ne sera donnée à la procédure disciplinaire.

Art. 32

Administration des preuves

¹ La Chambre des avocats établit les faits d'office.

² Le président peut déléguer l'administration des preuves à certains membres de la Chambre des avocats.

³ Les parties peuvent demander à être entendues personnellement.

⁴ ... [Abrogé le 29. 6. 1999]

Art. 33

Prise de position des parties

L'administration des preuves close, le président donne aux parties la faculté de consulter le dossier et leur fixe un délai pour présenter par écrit ou oralement leurs observations sur le résultat de la procédure, devant la Chambre des avocats.

Art. 34

Sanctions disciplinaires

¹ L'avocat qui contrevient à ses obligations professionnelles peut être puni disciplinairement:

- a d'une réprimande;
- b d'une amende d'ordre de dix mille francs au plus;
- c d'une suspension pour une durée d'un mois au moins et de deux ans au plus;
- d du retrait du brevet ou de l'autorisation de pratiquer le barreau.

² Les amendes d'ordre peuvent être cumulées avec d'autres sanctions disciplinaires.

³ Dans les cas de peu de gravité, l'avocat peut faire l'objet d'un avertissement en lieu et place d'une sanction.

⁴ La Chambre des avocats tient un contrôle des sanctions disciplinaires prononcées. Elles sont radiées après dix ans.

Art. 35

Publication

¹ Le retrait du brevet d'avocat sera publié dans la Feuille officielle.

² Lorsque cela paraît opportun, le retrait de l'autorisation de pratiquer le barreau est publié, sinon il est communiqué par écrit aux tribunaux et aux autorités administratives du canton de Berne. Le retrait de l'autorisation de pratiquer le barreau est communiqué à l'autorité du canton qui a délivré le certificat de capacité.

³ En cas de suspension, l'alinéa 2 est applicable par analogie.

Art. 36

Prescription

¹ La poursuite disciplinaire se prescrit par trois ans, dès la violation de l'obligation professionnelle; elle est interrompue par toute mesure de poursuite ordonnée par la Chambre des avocats.

² Elle s'éteint dans tous les cas, cinq ans après la violation de l'obligation professionnelle. Si toutefois celle-ci constitue un acte punissable pénalement soumis à une prescription plus longue par le droit pénal, cette prescription s'applique à la poursuite disciplinaire.

Art. 37

Information du public

La Chambre des avocats peut, dans la mesure où l'intérêt public l'exige, donner au public des informations sur une procédure disciplinaire.

3. Fixation de la note d'honoraires des avocats

Art. 38

Fixation des honoraires à la requête du mandant

¹ Le mandant peut faire examiner la note d'honoraires de l'avocat en ce qui concerne sa conformité et sa concordance avec les tarifs, et en faire fixer le montant. Le même droit appartient à la partie responsable du paiement de la note.

² Si la note d'honoraires est inférieure à 8000 francs, l'examen de la note et la fixation de son montant peuvent être confiés à une délégation de trois membres composée du président, d'un juge et d'un avocat désignés par la Chambre des avocats. *[Teneur du 29. 6. 1999]*

³ L'avocat en cause est invité à se prononcer. L'administration des preuves se déroule selon les principes de la procédure disciplinaire.

⁴ Si la note d'honoraires est exagérée ou n'est pas conforme aux tarifs, la Chambre des avocats en fixe le montant, pour autant que les parties n'ont pas convenu dudit montant dans les limites admises.

⁵ Les dispositions de l'article 25 s'appliquent par analogie aux frais en cas de recours. *[Introduit le 29. 6. 1999]*

Art. 39

Procédure disciplinaire

Si en établissant la note d'honoraires, l'avocat contrevient manifestement à ses obligations professionnelles, la Chambre des avocats ouvre une procédure disciplinaire.

Art. 40

Fixation des honoraires à la demande de l'avocat

¹ Tant qu'il n'a pas présenté sa note d'honoraires au mandant, l'avocat peut demander la fixation de ses honoraires et de ses débours.

² La requête sera motivée et contiendra une proposition chiffrée.

4. Libération du secret professionnel

Art. 41

Motifs, procédure

¹ La Chambre des avocats peut libérer l'avocat du secret professionnel lorsque ses intérêts personnels à la révélation d'un fait priment ceux du mandant au maintien du secret dans une mesure telle que le devoir de discrétion ne peut plus être exigé.

² Le devoir de discrétion ne peut plus être exigé notamment lorsqu'il empêche l'avocat de se défendre dans une procédure pénale ou disciplinaire dirigée contre lui, de repousser des attaques contre son honneur ou de détourner un préjudice matériel important et injustifié.

³ L'avocat seul peut demander à être délié du secret professionnel. Sa requête est soumise au mandant pour qu'il puisse se prononcer.

VI. Perte et restitution du brevet et de l'autorisation de pratiquer le barreau

Art. 42

Expiration du brevet d'avocat

¹ Le brevet d'avocat ou l'autorisation de pratiquer le barreau expire lorsque son titulaire est privé durablement de l'exercice des droits civils. *[Teneur du 29. 6. 1999]*

² La Chambre des avocats constate d'office l'expiration du brevet ou de l'autorisation.

Art. 43

Retrait du brevet d'avocat et de l'autorisation de pratiquer le barreau

¹ La Chambre des avocats retire d'office le brevet d'avocat ou l'autorisation de pratiquer le barreau lorsque le titulaire a porté atteinte à la dignité et à la considération du barreau d'une manière si grave qu'il ne peut plus être considéré comme honorable et digne de confiance.

² Les prescriptions de la procédure disciplinaire sont applicables par analogie.

Art. 44

Restitution

¹ La Chambre des avocats restitue sur requête le brevet d'avocat ou l'autorisation de pratiquer le barreau lorsque les motifs du retrait sont caducs.

² Elle peut assortir la restitution de directives et la subordonner à des charges et conditions.

VII. Dispositions pénales

Art. 45

Le juge pénal punira des arrêts ou de l'amende de deux mille francs au plus, celui qui

- a* aura exercé la profession d'avocat sans y être autorisé,
- b* aura usé du titre d'avocat sans être titulaire du brevet d'avocat ou d'un certificat de capacité délivré par un autre canton.

VIII. Dispositions finales

1. Abrogation et modifications de textes législatifs

Art. 46

1. Abrogation de textes législatifs

Les textes législatifs suivants sont abrogés:

- loi du 10 décembre 1980 sur les avocats;
- article 420 de la loi du 7 juillet 1918 sur la procédure civile du canton de Berne *[RSB 271.1]* ;
- article 45, 2^e alinéa de la loi du 20 mai 1928 sur la procédure pénale du canton de Berne *[Abrogée par Code du 15. 3. 1995 de procédure pénale; RSB 321.1]* ;
- décret du 10 avril 1858 concernant l'adaptation d'un règlement pour l'examen des avocats;
- décret du 28 novembre 1919 instituant une Chambre des avocats;
- règlement du 14 septembre 1918 concernant le droit des candidats au ministère d'avocat d'occuper en justice;
- règlement du 21 novembre 1936 sur la formation pratique des candidats au barreau.

Art. 47

2. Modification de textes législatifs

Les textes législatifs suivants sont modifiés:

1. La loi du 6 février 1980 sur l'aide à l'encaissement et le versement provisionnel de contributions d'entretien pour enfants *[RSB 213.22]* est complétée comme suit:
2. Le décret du 6 septembre 1956 concernant la Commission cantonale des recours *[Abrogé par L du 23. 11. 1999 sur la Commission des recours en matière fiscale; RSB 661.611]* est modifié et complété comme suit:

2. Entrée en vigueur

Art. 48

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur [1. 1. 1985] de la présente loi.

Berne, 6 février 1984

Au nom du Grand Conseil,
le président: *Bärtschi*
le vice-chancelier: *Nuspliger*

Appendice

6. 2. 1984 L BL 1984/33; en vigueur dès le 1. 1. 1985

Modifications

19. 2. 1986 L BL 1986/122; en vigueur dès le 1. 1. 1987

17. 9. 1992 D BL 1992/346; en vigueur dès le 15. 12. 1992

24. 3. 1994 L ROB 94–89 (II); L sur les finances de l'Etat de Berne; en vigueur dès le 1. 1. 1995

26. 11. 1997 L ROB 98–26 (II.); L sur le notariat; en vigueur dès le 1. 7. 1998

29. 6. 1999 L ROB 00–6; en vigueur dès le 1. 3. 2000